

Près de 11 000 anciens combattants ont été réintégré en 20 ans

Élection présidentielle

Quelque 6,9 millions de Rwandais sont appelés aux urnes vendredi pour une élection présidentielle promise à l'homme qui tient fermement les rênes du pays depuis plus de deux décennies, le sortant Paul Kagame. Visionnaire pour les uns, despote pour d'autres, le chef de l'Etat est, à 59 ans, opposé à deux petits candidats approuvés par la commission électorale: Frank Habineza, leader de la seule formation d'opposition tolérée au Rwanda, le Parti démocratique vert, et le candidat indépendant Philippe Mpayimana.

Marie-France Cros
Envoyée spéciale au Rwanda

Ils sont entrés au Congo en 1994, quand ils ont été défaits par la guérilla du Front patriotique rwandais (FPR), au pouvoir à Kigali depuis lors; miliciens génocidaires et soldats de l'armée hutue vaincue, ils n'ont pas renoncé à rétablir l'ancien régime hutu au pouvoir au Rwanda. Ils se sont divisés, ont changé de nom et font aujourd'hui bien plus de mal aux Congolais qu'aux Rwandais.

Les troupes de ceux qui se nomment Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) n'ont cependant cessé de s'effriter, à la faveur de mariages avec des Congolaises et de migrations loin de la frontière rwando-congolaise, ainsi que grâce au travail de la Commission rwandaise de démobilisation et réintégration (RDRC). En 20 ans, celle-ci a démobilisé 11 085 membres des FDLR, à la date du 6 juillet 2017. La majorité d'entre eux sont originaires de la Province occidentale; l'ancien régime recrutait ses soldats de préférence dans la région d'origine du président Juvénal Habyarimana, le nord-ouest du Rwanda (Gisenyi et Ruhengeri).

"On estime à environ 2 000 le nombre de combattants actifs qui restent au Congo", explique le coordinateur de la RDRC, Francis Musoni. "Ils ne sont plus une menace pour le Rwanda mais continuent à

suivi, pour voir s'ils se débrouillent. Ceux qui n'y arrivent pas reçoivent une formation professionnelle de 6 mois", ajoute-t-il. "Quand ils ont terminé, on leur donne un kit d'outils nécessaires et ils se lancent." Ceux qui restent encore sont "peu nombreux", dit M. Musoni. Quelques-uns quittent le pays; "ils en ont le droit."

Au cours des années, le programme de réintégration s'est adapté. Ainsi, désormais, les familles rentrées du Congo sont, elles aussi, soumises à 15 jours de formation à Mutobo. "Moins longtemps que les combattants parce que ceux-ci ont subi une formation idéologique génocidaire, alors que les familles, généralement, ne s'intéressent pas à la politique", explique M. Musoni. On a ajouté l'appui psychologique, de nouvelles formations et l'alphabetisation car, peu nombreux au début, les analphabètes forment aujourd'hui la moitié des FDLR de retour.

Seuls ceux qui ont participé au génocide des Tutsis, en 1994, sont renvoyés en justice. Les crimes commis au Congo ne sont pas du ressort du Rwanda.

Certains ex-FDLR connaissent des carrières fulgurantes. Seraphine Mukantabana est ainsi l'actuelle ministre chargée des Réfugiés et Réponses aux désastres; Elie Mutarambirwa (lire en page suivante) est commissaire au RDRC. D'autres deviennent des chefs de communautés locales. "La moitié des employés de Mutobo sont d'ex-FDLR", ajoute

mobiliser sur une idéologie génocidaire et, en cela, ils constituent un problème pour le Rwanda."

Des FDLR de plus en plus malingres

Les combattants qui veulent rentrer pacifiquement au Rwanda le font discrètement, pour ne pas encourir la vengeance de ceux qu'ils abandonnent. Depuis quelque temps, la RDRC encourage ce mouvement en faisant appeler des combattants au Congo par téléphone, par des ex-FDLR déjà réintégré au Rwanda.

Les combattants se rendent alors à la Mission de l'Onu au Congo Monusco), qui les désarme et rapatrie. Arrivés au Rwanda, ils sont regroupés au camp de la RDRC à Mutobo (près de Ruhengeri) où, durant trois mois, ils reçoivent soins et formation.

"Beaucoup arrivent en mauvais état à cause des dures conditions dans lesquelles ils vivent dans la forêt congolaise", précise Francis Musoni. "Leurs chefs, eux, sont riches et vivent confortablement." Beaucoup de jeunes paient une longue malnutrition. A leur arrivée à Mutobo, ils sont nourris, vêtus, soignés. Un certain nombre a besoin de recourir à des spécialistes

Francis Musoni dans un grand sourire.

La plus grande partie mène une vie sans histoires. "Mais ils doivent travailler dur parce qu'ils ont un retard sur les autres", explique le commissaire Elie Mutarambirwa, chargé du suivi de l'intégration dans la Province orientale.

Des conflits surtout familiaux, pour la terre

Comment sont-ils acceptés par les communautés où ils reviennent? "Il peut y avoir des problèmes de cohabitation parce qu'ils sont parfois plus âgés que les nouveaux dirigeants, ce qui leur crée un complexe; ils doivent s'adapter aux nouvelles réalités", dit M. Mutarambirwa.

Mais "les principaux problèmes sont ceux avec leur famille. Parfois, ils sont stigmatisés pour ce qu'ils ont fait mais il s'agit surtout de disputes pour la terre. La famille avait repris toute la terre de ceux qui étaient partis; quand ils reviennent, il faut partager... Certains préfèrent que les FDLR restent au Congo, pour ne pas partager; alors on leur dit au téléphone de ne pas rentrer, que c'est dangereux pour eux", poursuit l'ancien rebelle.

Le RDRC leur conseille d'éviter les conflits, "de s'intégrer plutôt que de dépenser leur argent en procès", poursuit-il. "On leur dit qu'ils ont aussi la possibilité de vivre ailleurs au Rwanda. Et qu'avec l'East African Community, ils peuvent migrer en Ouganda, au Kenya ou au Sud-Soudan."

■ Le Rwanda travaille à la démobilisation et à la réintégration des miliciens et de soldats partis au Congo voisin en 1994.

■ Certains anciens de ces Forces démocratiques de libération (FDLR) connaissent des carrières fulgurantes, comme Elie Mutarambirwa.

en santé mentale, "en raison des horreurs subies et infligées au Congo".

Durant ces trois mois, les ex-FDLR suivent deux types de formation. La première leur explique comment fonctionne le "nouveau Rwanda": un cours d'histoire montrant les résultats de l'idéologie génocidaire, la nouvelle organisation administrative, à quelles aides de l'Etat ils peuvent prétendre, quelles sont les difficultés qu'ils peuvent rencontrer et comment y remédier. La seconde leur apprend à monter un "projet" pour assurer la survie de ces ex-combattants dont les jeunes, ayant grandi dans les forêts, sont souvent analphabètes. Ils peuvent recevoir des visites de leur famille et en faire dans les communautés dont ils sont issus; leur transport est payé par la RDRC.

Un pécule pour se lancer

A la fin des trois mois, explique Francis Musoni, ils reçoivent 60 000 FRw (environ 60 euros) pour payer leur transport jusque chez eux, de la nourriture et des semences. "Deux mois plus tard, on estime qu'ils ont pu décider quel travail ils aimeraient faire et on leur donne 120 000 FRw pour se lancer. Nous organisons un



Elie Mutarambirwa, l'ancien militaire, réintègre ses frères d'armes

Rencontre Marie-France Cros
Envoyée spéciale au Rwanda

Il est en discussion avec ses collègues, cadres de la Commission de démobilisation et réintégration du Rwanda (RDRC), chargée de réintroduire dans la vie civile les membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) issues des génocidaires, qui abandonnent la lutte armée et le Congo pour rentrer pacifiquement au pays natal.

Il est à l'aise, donne rendez-vous dans son bureau et ne craint pas de s'entretenir porte fermée avec une journaliste. Seules quelques réticences dans le récit de sa vie trahissent sa spécificité : le commissaire Elie Mutarambirwa est lui-même un ancien lieutenant-colonel des FDLR, aujourd'hui chargé d'aider au retour en paix de ses anciens camarades d'armes.

Un mois avant la guerre

Il est sorti de l'École supérieure militaire de Kigali "juste un mois" avant le début de la guerre du Front patriotique rwandais (FPR), au pouvoir depuis 1994, explique-t-il. Ses combattants l'avaient lancée en octobre 1990 pour rentrer au Rwanda, dont leurs parents, d'ethnie tutsie, avaient été chassés dans les années 60 - un Rwanda dont les autorités hutues assuraient qu'il était trop petit pour accueillir ceux qui étaient alors les plus anciens réfugiés du monde.

Après deux ans de ce qu'Elie Mutarambirwa appelle pudiquement "pratique sur le terrain", l'armée hutue est défaite par le FPR. Le gouvernement, qui a conduit le génocide des civils tutsis désarmés (un million de morts), fuit au Zaïre, où il entraîne plus d'un million de civils hutus, avec l'aide de l'armée française.

Mutarambirwa atterrit au camp de réfugiés de Kashusha (Sud-Kivu, à l'est du Congo), avec 250 000 autres fuyards, dont "de nombreux politiciens et militaires". Il y restera jusqu'en 1996, lorsque l'armée du FPR, après avoir prévenu Kinshasa et l'Onu qu'elle ne pourrait tolérer, à sa frontière, des camps dirigés par les autorités génocidaires, d'où partent des attaques contre le Rwanda, bombarde les camps. La plus grande partie des réfugiés civils rentrent au Rwanda, tout proche; les éléments les plus durs fuient vers l'intérieur du Zaïre. C'est ce que fera Elie Mutarambirwa : rejoindre Kisangani, au nord, puis obliquer vers l'ouest, à travers la grande forêt.

En mai 1997, lorsque Mobutu est renversé par une coalition de rebelles congolais appuyés par les armées du Rwanda et de l'Ouganda, Mutarambirwa se retrouve à Brazzaville, avec d'autres militaires de l'armée hutue défaite et, comme eux, se battra un temps pour le compte de Denis Sassou-Nguesso contre les troupes de son rival Pascal Lissouba.

Supplétifs de l'armée de Kabila

Mais deux ans plus tard, dans la RDC de Laurent Kabila, l'entente entre alliés est morte et, en août 1998, celui qui s'est autoproclamé chef de la rébellion et président de la République démocratique du Congo se retourne contre le Rwanda et l'Ouganda. "Il nous a alors invités au Congo", dit sobriement Mutarambirwa, comme supplétifs de son armée : les militaires rwandais, tutsis ou hutus, sont bien meilleurs soldats que leurs collègues congolais,

indisciplinés, peu formés, mal ou pas payés, sabotés par des supérieurs corrompus.

Elie Mutarambirwa combattra au Katanga, à Pweto - "j'étais là lors de la défaite" -, Moba, Kalemie, Ruhimbe et Tshilembwe. Après la signature de l'accord de paix de Lusaka (1999) entre Kabila, ses alliés et ses ennemis, "une partie des FDLR s'est désengagée et est allée à (la base militaire de) Kamina. Puis il y a eu des problèmes à Kamina entre les Congolais et nous. Certains ont été rapatriés. Moi j'ai rejoint le Sud-Kivu, pour la jonction entre ALIR 2 (militaires rwandais pro-Kinshasa) et ALIR 1 (les militaires et miliciens rwandais qui n'ont jamais quitté le Kivu). Plus tard, j'ai été envoyé au Nord-Kivu, dans le Masisi, où je commandais un bataillon, de 2004 à 2007. Puis je suis monté dans les volcans, près de Rutshuru", à forte population hutue congolaise.

Pourquoi faire défection ?

L'ex-lieutenant-colonel ne s'étend pas sur les crimes des FDLR (créées à partir de l'ALIR) au Kivu, nombreux et particulièrement horribles aux yeux de l'Onu mais que Kinshasa n'est pas intéressé à poursuivre en justice. Tout au plus cite-t-il les "voies" qui permettent aux combattants de vivre sur la population.

En 2010, il fait défection "pour différentes raisons". "D'abord politiques : la justice internationale avait commencé à arrêter les grands responsables" du génocide en exil, explique-t-il. "Et à cause de la situation militaire : le gouvernement congolais s'était retourné contre nous, puis était redevenu notre ami, puis de nouveau contre nous; j'étais déçu."

"Il y avait aussi des raisons internes aux FDLR : le régionalisme." Sous le régime Habyarimana, le nord du pays, dont celui-ci était originaire, était favorisé et ses ressortissants considérés comme plus rwandais que les autres parce que moins mélangés avec des Tutsis, moins nombreux au nord du pays. "Je suis de Kigali", au centre, explique Elie Mutarambirwa, "et donc mal vu par ceux du nord, qui se voient comme plus vaillants et plus patriotes que les autres et devant donc toujours dominer. Les originaires des autres régions étaient toujours soupçonnés de complicité avec le FPR." Enfin, "il y avait aussi des raisons sociales : lorsque j'étais dans le Masisi, je m'étais marié avec une Rwandaise; elle et nos deux enfants vivaient à Kampala alors que j'étais au Congo. C'était difficile. J'ai songé qu'il fallait préparer l'avenir."

Soldat de la paix en Haïti

Rentré au Rwanda en 2010, le lieutenant-colonel a fait le parcours de réintégration, à l'issue duquel il a trouvé un emploi "dans les services de sécurité". En 2012, il est envoyé par le gouvernement rwandais en mission de paix pour l'Onu en Haïti, affecté au service pénitentiaire. "Avec ma solde, j'ai construit une maison à Kigali, j'ai acheté une voiture et j'ai lancé un petit commerce. Et fin octobre 2014, j'ai été nommé ici."

À la Commission de démobilisation et réintégration, le commissaire Elie Mutarambirwa est chargé de suivre les problèmes de tous les ex-FDLR réintégrés dans la Province de l'Est. Il reçoit parfois des menaces de mort au téléphone de ses anciens camarades d'armes. "Quand on part, on est considéré comme un traître. Ils vous jugent par contumace et donnent l'ordre de vous arrêter. Moi j'appelle chaque jour là-bas pour les convaincre de rentrer au Rwanda."